



# Conflit en Ukraine

Personne ne s'y attendait. Plus jamais elle ne devait faire sa réapparition en Europe. Et pourtant elle est bien là, cette guerre agressive, brutale, qui écrase un pays européen pourtant pacifique, même s'il n'est pas exempt de tensions internes et de difficultés de cohabitation.

**F**in mars, à l'heure où j'écris ces lignes, la stupéfaction n'est pas encore retombée. Nous sommes conscient-es de vivre une tragédie historique, dont nous ne percevons ni l'ampleur ni les conséquences futures. Pourtant, il faut agir. Dans nos écoles, trois domaines me semblent devoir être considérés.

## Ouverture et équité

Une conséquence directe de ces événements tragiques est le déferlement de réfugié-es. Cela ne s'était jamais vu depuis très longtemps. Et cela aura très vite des répercussions sur nos écoles, qui verront arriver de nombreux-ses enfants expatrié-es.

Aujourd'hui, l'élan de générosité est très impressionnant. Toutefois, il y a quelques bémols, comme le relève l'un de nos collègues, Thomas Saas: «Si les bonnes intentions derrière cet accueil sont admirables et que les efforts de tout un chacun pour permettre à ces réfugiés d'arriver dans les meilleures conditions possibles sont louables, je me demande comment tout cela peut être ressenti par les centaines d'autres migrant-es (élèves inclus-es) dont la souffrance et les traumas sont probablement comparables, mais pour lesquels la population et les politiques n'ont pour le moins pas déroulé de tapis rouge à leur arrivée. Je connais bien le système des classes d'accueil et la bienveillance des enseignant-es qui y travaillent, il me semble que l'école fait son maximum depuis des années pour intégrer les enfants issus de la migration, malgré des conditions souvent difficiles dont la majorité des citoyens semble se désintéresser massivement habituellement. Je crains que le trend actuel et la précipitation liée à l'actualité et à l'émotionnel ne donne une fausse image d'une école discriminante qui, à l'instar de la Confédération, ferait une distinction claire entre ses élèves de seconde zone (permis F, N...) et les nouveaux venus VIP. L'école aurait à mon sens plutôt intérêt à indiquer que les nouveaux venus seront accueillis comme nous savons le faire, dans la même humanité et avec la même bienveillance que celles dont nous faisons preuve pour les autres enfants issus de la migration et profiter de cette mise en lumière pour sensibiliser la presse et la communauté à toutes les réalités de l'accueil en classe et aux innombrables conflits tout aussi actuels et innommables

que celui qui sévit un peu plus proche de chez nous...». Le défi qui se présente est donc réel. Il va s'agir d'intégrer rapidement, mais sans précipitation, un grand nombre de nouveaux et nouvelles élèves ukrainien-nes, sans discrimination vis-à-vis des autres enfants migrant-es, avec la même empathie pour chacun-e.

Il faudra donc également dégager rapidement de nouveaux moyens matériels et humains pour gérer au mieux cette situation. Et peut-être en permettant à un certain nombre d'enseignantes migrantes de trouver une place dans nos écoles, comme traductrices et personnes ressources pour ces enfants et leurs enseignant-es suisses.

## Désinformation, propagande et vérité

Nous assistons aussi à une véritable guerre de l'information, dans laquelle les mensonges les plus éhontés sont utilisés par les personnes et les gouvernements les plus en vue. Manipulations d'images et propagande emplissent les réseaux sociaux. Comment l'école peut-elle aider les élèves à comprendre cette situation et à se faire une opinion équilibrée? Comment éviter le piège de la peur et de la haine de l'autre? Assurément, l'école a un rôle à jouer dans cette tempête médiatique inédite, particulièrement chez les adolescent-es et les jeunes adultes.

## Justice et droit

Partout en Europe, cette crise violente provoque une augmentation massive des dépenses militaires. En Suisse aussi, de nombreuses voix s'élèvent pour demander plus d'argent pour des armes. C'est l'occasion de rappeler que le rôle de la Suisse n'est pas de participer à des alliances belliqueuses, mais de s'investir dans la diplomatie, dans la promotion de la paix, dans la négociation et la résolution de conflits, dans l'accueil et le soutien aux personnes en détresse.

À l'école d'enseigner que la paix se construit non pas avec l'épée mais avec le droit et la justice, et que les responsables de ces crimes devront être jugés par des tribunaux reconnus. Le vivre ensemble que nous enseignons à l'école doit aussi se concrétiser dans les relations entre États, seule solution pour qu'un jour le fléau de la guerre puisse être écarté de notre humanité.

*Pierre-Alain Porret, président du SAEN*

# Le calvaire des parents d'enfants BEP<sup>1</sup>



Si l'utilisation de mesures particulières en classe n'est plus controversée et est entrée dans nos habitudes, il faut néanmoins savoir que pour les parents, leur mise en place est parfois un marathon, un combat de longue haleine et une souffrance, pas toujours reconnus.

**S**elon l'arrêté du 2 juillet 2014, des mesures d'adaptation peuvent être mises en œuvre pour répondre aux besoins éducatifs particuliers avérés d'un-e élève de la scolarité obligatoire. Ces mesures s'adressent principalement aux élèves qui rencontrent de grandes difficultés d'apprentissage ou de réalisation et qui ne peuvent pas, plus ou seulement partiellement suivre le programme de l'école ordinaire.

Ces élèves particuliè-res peuvent donc bénéficier de mesures techniques (tablettes, mobilier adapté), de mesures de soutien (langagier, par le mouvement...) ou de mesures d'aménagement (temps supplémentaire, programme adapté). Mais encore faut-il le savoir et faire valoir ce droit...

## Un exemple parmi d'autres

Triste constat: sans les parents, au départ, il est parfois difficile que des mesures BEP soient proposées. Quand on a un-e enfant en difficulté scolaire, il vaut mieux être bien informé-e et surtout, prêt-e à se battre. Le parcours est jonché de difficultés diverses, la première étant de faire admettre le besoin en mesures particulières à l'école, puis de faire renouveler ces mesures d'année en année.

Un exemple concret: cette petite fille qui démarre sa 3e année pleine d'espoir car elle est impatiente d'apprendre à lire et veut devenir maitresse. Mais c'est plus difficile que prévu. Ses parents l'accompagnent, ne la laissent pas baisser les bras malgré leur inquiétude grandissante en voyant leur enfant démunie face à la non-reconnaissance des lettres et des sons. Un matin de novembre, elle rentre à la maison en larmes: «Maman... je ne serai jamais maitresse tu sais... je suis trop nulle à l'école...». Quelque chose se brise alors.

La première rencontre avec l'enseignante est cordiale, mais les difficultés sont minimisées. L'année scolaire se poursuit, les difficultés persistent. Septembre s'en vient et l'entretien téléphonique avec l'enseignante devient

plus grinçant: cette dernière occulte toujours les difficultés, alors que le déchiffrage en lecture n'est toujours pas acquis. L'enfant perd pied, développe une phobie scolaire importante. Elle n'a que 7 ans.

Bilan en orthophonie, visite chez l'ophtalmologue, kinésiologie, autant d'initiatives des parents pour un résultat peu surprenant: l'enfant est dyslexique et dysorthographique, il lui est impossible d'apprendre à lire de la même manière que ses petit-es camarades. À l'heure du verdict, elle est déjà en milieu de 5e. Que de temps perdu! Et chaque année, il faudra faire reconnaître ce droit aux mesures particulières. À chaque rentrée scolaire, il faudra rappeler à la direction son devoir de suivi, faire intervenir l'orthophoniste et refaire des réseaux. C'est épuisant, frustrant, injuste.

## La faute à qui?

À l'heure actuelle, c'est le status quo, à quelques exceptions près. Le service socio-éducatif semble dépassé, les mises en place de mesures BEP lors des changements de cycle prennent trop de temps, c'est laborieux. Mais peut-on réellement faire autrement? Les écoles manquent cruellement de responsables pour l'octroi et le suivi des mesures BEP. Les directions sont littéralement englouties par le nombre grandissant d'enfants à suivre.

Les parents sont au front, constamment. Les enseignant-es font de leur mieux mais sont bien seul-es. Et les enfants souffrent, fatalement.

Il devrait en être autrement. On s'inquiète du manque de moyens de certaines communes pour l'engagement de personnes ressources au SSE<sup>2</sup>. On craint un certain découragement des enseignant-es, par manque de temps et d'énergie.

Heureusement, les parents veillent au grain... Et les enseignant-es ne lâchent pas prise!

*Myriam Facchinetti*

<sup>1</sup> Besoins éducatifs particuliers  
<sup>2</sup> Service socio-éducatif

## La vigie

Les camps de ski ont pu avoir lieu, pour certaines classes. On n'y croyait plus... Finalement, du jour au lendemain (ou presque), on est passé de «testons tous les élèves, mettons des masques aux plus jeunes» à «le covid? C'est quoi, ça?». On en veut pour preuve l'anecdote d'un de nos collègues, accompagnant une classe pour une destination valaisanne. Alors que la gastro faisait mécham-

ment son retour là où on ne l'attendait plus vraiment, les symptômes multiples faisaient aussi parfois penser au covid. Mais dans la trousse à pharmacie, entre le désinfectant, les pansements et les antalgiques, aucune trace d'un autotest. De l'histoire ancienne, le covid? Ça valait la peine d'en faire tout un fromage, quelques semaines avant le camp...